



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Quarante-cinquième session
«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»

Rome (Italie), 15-19 octobre 2018

RAPPORT

I. QUESTIONS RELATIVES À L'ORGANISATION

1. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a tenu sa quarante-cinquième session du 15 au 19 octobre 2018, au Siège de la FAO, à Rome. Étaient présents les délégués de 114 membres du Comité et de dix États non membres du Comité, ainsi que les représentants de:

- 13 institutions et organismes du système des Nations Unies;
- 106 organisations de la société civile¹;
- 6 organisations internationales de recherche agronomique;
- 1 institution financière régionale et internationale;
- 79 associations du secteur privé et fondations philanthropiques privées²; et
- 65 observateurs.

2. Une Vice-Présidente, sept ministres et sept vice-ministres étaient inscrits comme participants. La liste complète des membres, des participants et des observateurs sera reproduite dans le document portant la cote CFS 2018/45/Inf.5 (<http://www.fao.org/about/meetings/cfs/cfs45/fr/>).

3. Le présent rapport contient les annexes suivantes: Annexe A – Ordre du jour de la session; Annexe B – Composition du Comité; Annexe C – Liste des documents.

4. Le Comité a été informé que l'Union européenne (UE) participait aux travaux de la session conformément aux paragraphes 8 et 9 de l'article II de l'Acte constitutif de la FAO.

¹ La participation d'organisations de la société civile a été facilitée par le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC). Ce chiffre comprend 57 organisations de la société civile regroupées sous l'égide de ce Mécanisme.

² Ce chiffre comprend 32 entreprises regroupées sous l'égide du Mécanisme du secteur privé (MSP).

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



5. La session a été ouverte par le Président du Comité, M. Mario Arvelo Caamaño (République dominicaine).
6. Le Comité a adopté l'ordre du jour et le calendrier provisoires.
7. Le Comité a constitué un Comité de rédaction présidé par M. Antonio Sá Ricarte (Brésil) et composé de représentants des pays suivants: Afghanistan, Allemagne, Autriche, Brésil, Chine, Costa Rica, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Guinée équatoriale, Japon, Malaisie, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pérou et Soudan.

II. L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

8. M. Mario Arvelo Caamaño, Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA); M. José Graziano da Silva, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM); M^{me} Cornelia Richter, Vice-Présidente du Fonds international de développement agricole (FIDA); et M. Patrick Caron, Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), ont prononcé des allocutions d'ouverture. M^{me} Zala Shardaben Fathesinh, de la Self Employed Women Association (SEWA) de l'État du Gujarat (Inde), a prononcé le discours inaugural au nom des femmes rurales, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des femmes rurales. Ces allocutions sont reproduites sous la forme de documents d'information du CSA, en ligne à l'adresse <http://www.fao.org/about/meetings/cfs/cfs45/documents/fr/>.
9. M. Kostas G. Stamoulis, Sous-Directeur général chargé du Département du développement économique et social de la FAO, a présenté le point II.b de l'ordre du jour, «L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018», qui a été suivi d'un débat.
10. Le Comité a exprimé sa très vive préoccupation devant l'accroissement du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde et face à l'évolution de la faim et de la malnutrition, comme indiqué dans l'édition 2018 du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, et a exhorté l'ensemble des parties prenantes à prendre les mesures nécessaires pour inverser les tendances.
11. S'agissant du point II.d de l'ordre du jour, «Conférence-débat sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018», une table ronde a été organisée et a réuni des experts internationaux de premier plan et des représentants de la société civile et du secteur privé. Les débats ont porté sur les bonnes pratiques et les défis à relever en vue d'éliminer la faim à l'horizon 2030.
12. La modératrice des débats était M^{me} Joyce Kanyangwa Luma, Directrice du Bureau du Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial. La table ronde était composée de:
 - M. John Ingram, professeur, Université d'Oxford (Royaume-Uni);
 - M. Bruce Hewitson, Directeur du Climate System Analysis Group, Université du Cap (Afrique du Sud);
 - M^{me} Tui Shortland, Directrice de Te Kopu, Pacific Indigenous & Local Knowledge Centre of Distinction (Nouvelle-Zélande);
 - M^{me} Thato Moagi, Directrice de l'exploitation agricole Legae La Banareng (Afrique du Sud).

III. LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 2018 – PRÉSENTATION ET TABLE RONDE

13. Organisée conjointement par le CSA et la FAO, la table ronde visait à mettre en commun des idées entre les participants sur les questions soulevées dans le rapport sur *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018*, consacré aux liens qui existent entre les migrations, l'agriculture et le développement rural.

14. Le rapport est axé sur les migrations rurales, qui prennent de multiples formes et jouent un rôle important aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Il étudie les causes et les effets des migrations rurales et montre que les priorités d'action dans ce domaine dépendent du contexte national, en évolution constante.

15. Les débats ont été modérés par M. Kostas Stamoulis, Sous-Directeur général chargé du Département du développement économique et social de la FAO. Le rapport sur *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* a été présenté par M. Andrea Cattaneo, économiste principal (FAO). La table ronde a rassemblé d'éminents experts des questions de migration, des spécialistes du développement et des représentants de la société civile et du secteur privé.

16. Ont participé à la table ronde:

- M^{me} Sandra Paola Alvarez, spécialiste des questions de migration et de développement, Organisation internationale pour les migrations (OIM);
- M. Bruno Losch, professeur et économiste politique principal, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD);
- M. Nadjirou Sall, Secrétaire général du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA);
- M^{me} Hlamalani Ngwenya, consultante en développement international, Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS), et chargée d'enseignement à l'Université de l'État-Libre (University of Free State), Afrique du Sud.

IV. MISE EN ŒUVRE DE LA SUITE DONNÉE À L'ÉVALUATION DU CSA

17. Le Comité a examiné les documents intitulés «Évaluation du CSA: Plan d'action – assorti d'un projet de décision» (CFS 2018/45/2) et «Évaluation du CSA: mise en œuvre de la suite donnée à l'évaluation» (CFS 2018/45/3), qui ont été présentés par M^{me} Jiani Tian (Chine) et M. Oliver Mellenthin (Allemagne), co-facilitateurs du processus.

18. Le Comité:

- a) a remercié M^{me} Jiani Tian et M. Oliver Mellenthin d'avoir facilité le parachèvement du Plan d'action – en particulier la suite à donner aux recommandations 7, 10, 11, 12, 13 et 14 de l'évaluation, qui n'avaient pas été présentées à la quarante-quatrième session du CSA – ainsi que la mise en œuvre de la suite à donner à l'évaluation avant la quarante-cinquième session du CSA;
- b) a approuvé le document «Évaluation du CSA: Plan d'action – assorti d'un projet de décision» (CFS 2018/45/2);
- c) a approuvé le document «Évaluation du CSA: mise en œuvre de la suite donnée à l'évaluation» (CFS 2018/45/3), tout en reconnaissant que le document de 2009 relatif à la réforme demeurerait la pierre angulaire des travaux du CSA.

V. QUESTIONS CRUCIALES ET NOUVELLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION – VERS UN PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL STRATÉGIQUE POUR 2020-2023

19. Le Comité:

- a) a pris note des vues exprimées et des questions potentielles suggérées au cours de la session sur les enjeux critiques et émergents que le CSA examinera ultérieurement et qui constitueront un élément important pour les discussions à venir sur l'élaboration du prochain programme de travail pluriannuel du CSA;
- b) conformément aux indications figurant à l'annexe B du rapport sur la suite donnée à l'évaluation du CSA, a recommandé au Bureau du Comité de travailler, en collaboration avec le Groupe consultatif et avec le soutien et la participation des parties prenantes du CSA intéressées, à l'élaboration du programme de travail pluriannuel du CSA pour 2020-2023, qui sera présenté pour examen et approbation à la quarante-sixième session du Comité;
- c) a demandé au Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) de mener une étude sur le thème «Sécurité alimentaire et nutrition: exposé des faits global à l'horizon 2030», selon la proposition figurant dans la troisième partie du document CFS 2018/45/4, afin de la présenter au premier semestre 2020.

VI. INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LES AXES DE TRAVAIL ET DÉCISIONS DU CSA

VI.a APPROBATION DU MANDAT RELATIF AUX ORIENTATIONS À DONNER CONCERNANT LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET LA NUTRITION

20. Le Comité a examiné les documents intitulés «Élaboration des directives volontaires du CSA relatives aux systèmes alimentaires et à la nutrition – Mandat» (CFS 2018/45/6) et «Axes de travail du CSA en matière de systèmes alimentaires et de nutrition – Projet de décision» (CFS 2018/45/5), qui ont été présentés par M^{me} Liliane Ortega (Suisse), Présidente du Groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition.

21. Le Comité:

- a) s'est félicité des travaux accomplis par le Groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition et a souligné qu'ils avaient été menés avec efficacité par son Président précédent, M. Khaled El Taweel (Égypte), et par sa Présidente actuelle;
- b) a approuvé le mandat relatif à l'élaboration de directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition, à l'appui de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025);
- c) a reconnu l'importance de la mise en place d'un processus inclusif et ouvert à toutes les parties prenantes intéressées en vue de l'adoption des directives volontaires, processus qui serait facilité par le Secrétariat du CSA, sous la conduite du Groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition et avec l'assistance d'une équipe technique spéciale;

- d) a insisté sur l'importance cruciale des phases de consultation prévues, afin de garantir le succès du processus et de permettre aux intéressés de se l'approprier, et a invité toutes les parties prenantes du CSA concernées à participer activement à l'élaboration des Directives volontaires;
- e) reconnaissant que les fonds disponibles à l'heure actuelle n'étaient pas suffisants, a invité les membres et les parties prenantes du CSA à mettre à disposition les ressources financières nécessaires afin de permettre la mise en œuvre du processus de convergence des politiques, pour faire en sorte que toutes les activités prévues soient menées dans la limite des ressources disponibles;
- f) a demandé que les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition soient présentées à la quarante-septième session du CSA (2020), en vue de leur approbation.

VI.b LE CSA ET LE PROGRAMME 2030 – CONTRIBUTIONS AU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

22. Le Comité a examiné les documents intitulés «Projet de contribution du CSA au Forum politique de haut niveau 2019 – examen de développement durable» (CFS 2018/45/7) et «Le CSA et le Programme 2030: contributions au Forum politique de haut niveau – projet de décision» (CFS 2018/45/8 Rev.1), qui ont été présentés par M. Willem Olthof (Union européenne).

23. Le Comité:

- a) s'est félicité du processus de consultation ouvert qui a été mené au cours de la période intersessions et a constaté qu'il avait été conduit avec efficacité par son facilitateur;
- b) a pris note de la Déclaration ministérielle de la réunion 2018 du Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable, dans laquelle il est rappelé que l'élimination de la faim et la sécurité alimentaire jouent un rôle fondamental dans le développement durable et qui mentionne les messages clés du CSA et des institutions ayant leur siège à Rome concernant notamment les systèmes alimentaires durables, la réduction des pertes et gaspillages de nourriture, la protection des ressources naturelles et l'accès à des aliments nutritifs issus de la petite agriculture;
- c) a réitéré sa volonté d'intensifier les efforts visant à promouvoir les recommandations du CSA en matière de politiques dans tous les pays, afin de favoriser la cohérence des politiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition;
- d) a considéré que le document intitulé «Projet de contribution du CSA au Forum politique de haut niveau 2019 – examen de développement durable» (CFS 2018/45/7) constituait une base satisfaisante en vue de la contribution du CSA à l'examen de la réunion de 2019 du Forum politique de haut niveau sur le thème «Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité». Le Comité a noté en particulier qu'il fallait mettre à jour le document susmentionné en prenant en compte les conclusions des débats qui se sont tenus à la quarante-cinquième session du CSA, ainsi que les dernières statistiques et tendances internationales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, sur la base de rapports mondiaux tels que *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, notamment; et qu'il fallait que le Bureau mette au point la version définitive du document, après avoir organisé une ou plusieurs réunions ouvertes;

- e) a décidé, sur la base des orientations de l'Assemblée générale des Nations Unies s'agissant du suivi et de l'examen pour le prochain cycle du Forum, de continuer d'apporter des contributions aux futurs examens du Forum, après 2019;
- f) a demandé qu'un projet de contribution pour 2020 soit présenté à la quarante-sixième session du CSA, à la suite d'un processus inclusif et facilité qui ne comprendrait pas plus de deux réunions à composition non limitée et s'appuierait sur des consultations électroniques;
- g) a encouragé toutes les parties prenantes du CSA à renforcer et coordonner leur participation aux différents niveaux du processus de suivi et d'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment dans le cadre d'une présentation, lors de la session plénière du CSA, des éléments relatifs à la sécurité alimentaire qui figurent dans les examens nationaux volontaires.

VI.c PROMOUVOIR LA TRANSPARENCE ET LA MISE EN COMMUN DES PRATIQUES OPTIMALES

24. Le Comité a examiné le document intitulé «Promouvoir la transparence et la mise en commun des pratiques optimales – projet de décision» (CFS 2018/45/9), qui a été présenté par M^{me} Anne-Marie Moulton (Afrique du Sud), Présidente du Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi.

25. Le Comité:

- a) s'est félicité des travaux accomplis par le Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi et a souligné qu'ils avaient été menés avec efficacité par sa Présidente;
- b) après avoir examiné les décisions prises par le CSA à sa quarante-quatrième session (CFS 2017/44/Report), les alinéas b et f du paragraphe 34 et le paragraphe 10 de l'annexe C du document CFS 2018/45/3, a demandé au Bureau, en concertation avec le Groupe consultatif et selon les besoins, de recueillir des contributions supplémentaires afin de:
 - superviser les préparatifs des manifestations thématiques mondiales à tenir tous les deux ans en séance plénière;
 - superviser les préparatifs des manifestations organisées en vue de favoriser l'assimilation, le suivi et l'examen ainsi que le partage de l'expérience acquise et des bonnes pratiques concernant l'utilisation et l'application d'autres recommandations du CSA en matière de politiques à tous les niveaux, dans le cadre du Programme de travail pluriannuel;
 - superviser les préparatifs de la manifestation prévue en 2019, en fonction des ressources disponibles, afin d'assurer le suivi des recommandations du CSA relatives aux politiques menées dans les domaines suivants: i) l'investissement dans la petite agriculture; ii) l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés; et iii) le développement agricole durable, y compris le rôle de l'élevage. La manifestation aura lieu dans le cadre de la quarante-sixième session du CSA, en fonction des ressources disponibles.

VII. MANIFESTATION THÉMATIQUE MONDIALE CONSACRÉE AUX DIRECTIVES SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

26. M. Kostas G. Stamoulis, Sous-Directeur général chargé du Département du développement économique et social de la FAO, M^{me} Hilal Elver, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'alimentation, et M^{me} Livia Pomodoro, titulaire de la Chaire UNESCO sur le droit à l'alimentation et Présidente du Milan Center for Food Law and Policy, ont fait des présentations liminaires. M^{me} Anne-Marie Moulton, Présidente du Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi, a fait un exposé.

27. Les débats ont été modérés par M. Michael Windfuhr, Directeur adjoint de l'Institut allemand des droits de l'homme, République fédérale d'Allemagne. Ont participé aux débats:

- M. Badrul Arefin, Directeur général de l'Unité de la planification et du suivi de l'alimentation, Ministère de l'alimentation (Bangladesh);
- M. Issiaka Bictogo, Secrétaire exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (Burkina Faso);
- M^{me} Elisa Maria Cadena Gaona, Directrice adjointe chargée des questions relatives à la santé nutritionnelle, à l'alimentation et aux boissons, Ministère de la santé et de la protection sociale (Colombie);
- M. Peter Schmidt, Président de l'Observatoire du développement durable du Comité économique et social européen;
- M^{me} Ramona Duminicioiu, membre du Comité de coordination du MSC et coordinatrice du Groupe de travail du MSC sur le suivi.

28. Le Comité:

a) s'est félicité de la manifestation thématique mondiale, qui était l'occasion de mettre en commun des expériences et de dresser un bilan de l'utilisation et de l'application des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (les Directives) et qui a contribué au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des Directives;

b) a pris note de la synthèse présentée dans les documents intitulés «Expériences et bonnes pratiques concernant l'utilisation et l'application des directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale – synthèse et principaux éléments» (CFS 2018/45/Inf.19) et «Manifestation thématique mondiale sur les directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale – déroulement de la session» (CFS 2018/45/Inf.20).

VIII. RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU (HLPE) SUR LES PARTENARIATS MULTIPARTITES POUR LE FINANCEMENT ET L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

29. Le Comité:

a) a pris note avec satisfaction des travaux préparatoires du HLPE relatifs au Rapport sur les partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi

que de la présentation faite par M. Moraka Nakedi Makhura, responsable de l'équipe de projet du HLPE, qui en a souligné les éléments les plus pertinents ayant trait aux politiques;

- b) a dit regretter que le rapport du HLPE ne soit pas disponible dans toutes les langues officielles et a demandé au Secrétariat du CSA de prendre de nouvelles mesures en vue d'obtenir plus de financements pour les traductions;
- c) a suggéré de lancer, sur la base du rapport du HLPE (y compris le questionnaire qui y figure en annexe), un processus de suivi axé sur les connaissances et le partage de l'expérience acquise en matière de partenariats multipartites efficaces à différentes échelles, et a chargé le Bureau d'en définir les modalités..

IX. MISE EN COMMUN DES BONNES PRATIQUES ET DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE

IX.a SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET NUTRITION – MISE EN COMMUN DES BONNES PRATIQUES ET DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE

30. Une séance consacrée à la mise en commun des bonnes pratiques et de l'expérience acquise dans les domaines des systèmes alimentaires et de la nutrition a été l'occasion de partager des expériences de politiques et programmes multisectoriels intégrant des considérations liées à la nutrition dans des interventions pertinentes, ainsi qu'en ce qui concerne les instruments concrets à l'appui de la cohérence des politiques entre les secteurs et en leur sein. Elle a offert la possibilité de se pencher sur des points d'entrées potentiels et sur la relation entre la nutrition et des ODD spécifiques, en particulier les ODD 6, 7, 11, 12 et 15.

31. La séance a été animée par M^{me} Anna Lartey, Directrice de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires de la FAO. Après quelques observations liminaires, M^{me} Stineke Oenema, Coordinatrice du Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition, a exposé les conclusions de la réunion du groupe d'experts consacrée à l'établissement de liens entre la nutrition et les ODD (Linking Nutrition with the SDGs), tenue à New York en juin 2018. Ont suivi des présentations de:

- M. Zhang Zhiqiang, Directeur général adjoint du Département des normes de sécurité sanitaire des aliments, de l'évaluation et du suivi, Commission nationale de la santé (Chine);
- M^{me} Kora Perlzweig, responsable de Division, Stratégie, coordination et introduction des technologies numériques, Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture (Allemagne);
- M^{me} Cindy Brown, Présidente de Chippewa Valley Bean Co Inc.;
- M^{me} Marisa Macari, coordinatrice des recherches sur la santé nutritionnelle, El Poder de Consumidor.

IX.b LE CSA ET LE PROGRAMME 2030 – MISE EN COMMUN DES BONNES PRATIQUES ET DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE

32. La séance consacrée à la mise en commun des bonnes pratiques et de l'expérience acquise sur le CSA et le Programme 2030 a été l'occasion pour les pays ayant effectué un examen national volontaire dans le cadre du Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2018 de partager leur expérience s'agissant de l'intégration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture durable aux politiques d'élimination de la faim et de développement durable.

33. Le modérateur de la séance était M. Amir Abdulla, Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial des Nations Unies. Le groupe de discussion, qui comptait des représentants des pays ayant effectué un examen national volontaire, était composé de:

- M^{me} Patricia Rodriguez, conseillère, Représentante permanente suppléante de la République dominicaine auprès des organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome;
- M. Gabriel Ferrero, Directeur général des politiques de développement durable, Ministère des affaires étrangères (Espagne);
- M. Sid Ahmed M. Alamain Hamid Alamain, Premier Secrétaire, Représentant permanent suppléant de la République du Soudan auprès des organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

X. AUTRES QUESTIONS

A. Nouveaux membres du Bureau et membres suppléants

34. Le Comité est convenu de modifier comme suit la composition du Bureau du CSA s'agissant du Groupe régional Amérique latine et Caraïbes comme suit:

- l'Argentine en tant que nouveau membre du Bureau et le Brésil comme suppléant.

B. Dispositions relatives à la quarante-sixième session

35. Le Comité a recommandé que sa quarante-sixième session se tienne au Siège de la FAO, à Rome, du 14 au 18 octobre 2019, comme indiqué dans le calendrier provisoire des sessions des organes directeurs de la FAO. Les dates exactes seront arrêtées par le Directeur général, en consultation avec le Président du Comité.

C. Adoption du rapport final

36. Le rapport a été adopté le 19 octobre 2018.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR DE LA SESSION

I. QUESTIONS RELATIVES À L'ORGANISATION

- a) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier (pour décision)
- b) Composition du Comité (pour information)
- c) Composition du comité de rédaction (pour décision)

II. L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE 2018

(pour information et examen)

- a) Allocutions d'ouverture
- b) Présentation du rapport
- c) Déclarations des délégués
- d) Table ronde

III. LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 2018 – PRÉSENTATION ET TABLE RONDE

(pour information et examen)

IV. MISE EN ŒUVRE DE LA SUITE DONNÉE À L'ÉVALUATION DU CSA

(pour examen et décision)

V. QUESTIONS CRUCIALES ET NOUVELLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION – VERS UN PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL STRATÉGIQUE POUR 2020-2023

(pour examen et décision)

VI. INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LES AXES DE TRAVAIL ET DÉCISIONS DU CSA

- a) Approbation du mandat relatif aux orientations en rapport avec les systèmes alimentaires et la nutrition *(pour examen et décision)*
- b) Le CSA et le Programme 2030 – contributions au Forum politique de haut niveau *(pour examen et décision)*
- c) Promouvoir la transparence et la mise en commun des pratiques optimales *(pour examen et décision)*

**VII. MANIFESTATION THÉMATIQUE MONDIALE CONSACRÉE
AUX DIRECTIVES SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION**

(pour information et examen)

**VIII. RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU (HLPE)
SUR LES PARTENARIATS MULTIPARTITES POUR LE FINANCEMENT
ET L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE
LA NUTRITION DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030**

(pour examen et décision)

**IX. MISE EN COMMUN DES BONNES PRATIQUES
ET DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE**

(pour information et examen)

- a) Systèmes alimentaires et nutrition – mise en commun des bonnes pratiques et de l'expérience acquise
- b) Le CSA et le Programme 2030 – mise en commun des bonnes pratiques et de l'expérience acquise

X. AUTRES QUESTIONS

- a) Nouveaux membres du Bureau et membres suppléants (pour décision)
- b) Dispositions relatives à la quarante-sixième session (pour décision)
- c) Adoption du rapport final (pour décision)

ANNEXE B
COMPOSITION DU COMITÉ

Afghanistan	Chine	Guinée équatoriale
Afrique du Sud	Chypre	Guyana
Algérie	Colombie	Haïti
Allemagne	Congo	Hongrie
Angola	Costa Rica	Îles Salomon
Arabie saoudite	Côte d'Ivoire	Inde
Argentine	Cuba	Indonésie
Australie	Danemark	Iran (République islamique d')
Autriche	Égypte	Iraq
Azerbaïdjan	El Salvador	Irlande
Bahamas	Émirats arabes unis	Islande
Bangladesh	Équateur	Israël
Bélarus	Érythrée	Italie
Belgique	Espagne	Japon
Bénin	Estonie	Jordanie
Bolivie (État plurinational de)	États-Unis d'Amérique	Kenya
Bosnie-Herzégovine	Éthiopie	Kirghizistan
Brésil	ex-République yougoslave de Macédoine	Koweït
Bulgarie	Fédération de Russie	Lesotho
Burkina Faso	Finlande	Liban
Burundi	France	Libéria
Cabo Verde	Gabon	Libye
Cambodge	Ghana	Lituanie
Cameroun	Grèce	Luxembourg
Canada	Guatemala	Madagascar
Chili	Guinée	Malaisie

Mali	Pérou	Soudan du Sud
Maroc	Philippines	Sri Lanka
Mauritanie	Pologne	Suède
Mexique	Portugal	Suisse
Monaco	République de Corée	Tadjikistan
Mozambique	République dominicaine	Tchéquie
Namibie	République populaire démocratique de Corée	Thaïlande
Nicaragua	République-Unie de Tanzanie	Turquie
Niger	Roumanie	Union européenne (Organisation membre)
Nigéria	Royaume-Uni	Uruguay
Norvège	Saint-Marin	Venezuela (République bolivarienne du)
Nouvelle-Zélande	Samoa	Yémen
Oman	Sénégal	Zambie
Ouganda	Sierra Leone	Zimbabwe
Pakistan	Singapour	
Panama	Slovaquie	
Paraguay	Slovénie	
Pays-Bas	Soudan	

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

CFS 2018/45/1/Rev.2	Ordre du jour provisoire	I
CFS 2018/45/2	Évaluation du CSA: Plan d'action – assorti d'un projet de décision	IV
CFS 2018/45/3	Évaluation du CSA: Mise en œuvre de la suite donnée à l'évaluation (avec projet de décision)	IV
CFS 2018/45/4	Activités du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition en 2020 – Informations générales et projet de décision	V
CFS 2018/45/5	Axe de travail du CSA en matière de systèmes alimentaires et de nutrition – Projet de décision	VI.a
CFS 2018/45/6	Élaboration des Directives volontaires du CSA relatives aux systèmes alimentaires et à la nutrition – Mandat	VI.a
CFS 2018/45/7	Projet de contribution du CSA au Forum politique de haut niveau 2019 – Examen de développement durable	VI.b
CFS 2018/45/8	Le CSA et le Programme 2030: Contributions au Forum politique de haut niveau – Projet de décision	VI.b
CFS 2018/45/9	Promouvoir la transparence et la mise en commun des pratiques optimales – Projet de décision	VI.c
CFS 2018/45/10	Résumé et recommandations du Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition: Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	I.b
CFS 2018/45/Inf.1/Rev.1	Calendrier provisoire	
CFS 2018/45/Inf.2/Rev.1	Notes relatives à l'ordre du jour provisoire	I
CFS 2018/45/Inf.3	Liste des documents	I
CFS 2018/45/Inf.4	Composition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (octobre 2018)	I.b
CFS 2018/45/Inf.5	Liste des délégués, participants et observateurs	I.b
CFS 2018/45/Inf.6	Déclaration relative aux compétences présentée par l'Union européenne	I.b
CFS 2018/45/Inf.7	Déclaration du Président du CSA	I.b
CFS 2018/45/Inf.8	Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou de son représentant	I.b

CFS 2018/45/Inf.9	Déclaration du Directeur général de la FAO	I.b
CFS 2018/45/Inf.10	Déclaration du Président du FIDA ou de son représentant	I.b
CFS 2018/45/Inf.11	Déclaration du Directeur exécutif du PAM ou de son représentant	I.b
CFS 2018/45/Inf.12	Déclaration du Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE)	I.b
CFS 2018/45/Inf.13	L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018 (document publié le 11 septembre)	II
CFS 2018/45/Inf.14	La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018 (document publié le 15 octobre)	III
CFS 2018/45/Inf.15	Évaluation du CSA – Vue d'ensemble de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action	IV
CFS 2018/45/Inf.16	Stratégie de communication 2020-2023	IV
CFS 2018/45/Inf.17	Deuxième note du HLPE sur les questions cruciales et émergentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition	V
CFS 2018/45/Inf.18	Rapport intérimaire annuel du CSA 2018	VI.b
CFS 2018/45/Inf.19	Expériences et bonnes pratiques concernant l'utilisation et l'application des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale – Synthèse et principaux éléments	VII.a
CFS 2018/45/Inf.20	Manifestation thématique mondiale sur les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale – Déroulement de la session	VII.b
CFS 2018/45/Inf.21	Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	VIII
CFS 2018/45/Inf.22	Systèmes alimentaires et nutrition: Mise en commun des bonnes pratiques et de l'expérience acquise – Déroulement de la séance	IX.a
CFS 2018/45/Inf.23	Le CSA et le Programme 2030: Mise en commun des bonnes pratiques et de l'expérience acquise – Déroulement de la séance	IX.b